

### «Val-d'Or est une ville sécuritaire»

Le président de la Chambre de commerce de Val-d'Or, Marcel H. Jolicoeur, a convoqué les membres de son conseil d'administration samedi matin, pour réagir aux menaces de la Nation crie d'annuler ses événements prévus à Val-d'Or.

Le gouvernement de la Nation crie a affirmé vendredi dernier, par voie de communiqué, qu'il n'avait plus confiance en Val-d'Or et qu'il prévoyait, par le fait même, diriger les membres de ses communautés ailleurs ou trouver des solutions de rechange.

À la suite de la rencontre des membres de son conseil d'administration, la Chambre de commerce de Val-d'Or met en priorité de soutenir une commission d'enquête. «Nous sommes d'accord avec la proposition d'une enquête publique et nous allons supporter les démarches qui seront faites par tous les paliers de gouvernement. Pour l'instant, nous sommes en mode recherche de solutions.»

Marcel H. Jolicoeur s'est dit surpris des révélations envers les policiers qui ont été mentionnées lors de l'émission Enquête de Radio-Canada. «Il faut faire attention de ne pas mettre tous les policiers dans le même panier. Il y a de nombreux policiers à Val-d'Or qui font très bien leur travail. Val-d'Or est une ville sécuritaire», affirme M. Jolicoeur, qui estime que les solutions vont venir en travaillant avec la Sûreté du Québec.

Pour l'instant, les Cris n'ont encore annulé aucun événement. «Ça fait 22 ans que nous accueillons les Cris lors de différents événements. Nous avons eu de bonnes relations ensemble par le passé, et l'on va travailler pour qu'elles se poursuivent», assure Marcel H. Jolicoeur.

En conclusion à leur rencontre, les membres du conseil d'administration de la Chambre de commerce, en compagnie du maire de Val-d'Or, ont opté pour soutenir les démarches en cours. «On ne veut pas mêler les cartes. On va se parler, l'ensemble des partenaires de Val-d'Or, pour trouver des solutions dont le but sera très certainement d'enrayer la violence envers les Autochtones.»

Pour l'instant, la Chambre de commerce veut prendre un certain recul. «Il faut laisser la poussière redescendre. Il y a d'autres villes où les mêmes types d'allégations sortent. Pour nous, il faut vraiment que les gouvernements prennent en main une commission d'enquête pour faire la lumière sur les violences que vivent les femmes autochtones partout dans le pays», soutient M. Jolicoeur.